

Manuel d'aide

à la délivrance des autorisations pour des transports internationaux d'animaux sur de courtes distances (type 1) ou de longues distances (type 2)

Le présent manuel est destiné à apporter un soutien aux autorités vétérinaires chargées de délivrer les autorisations de transports internationaux d'animaux. Il présente les dispositions légales suisses applicables en matière de circulation routière, d'épizooties et de protection des animaux, d'une part, et celles du règlement sur la protection des animaux lors de leur transport, édicté par la Communauté européenne, d'autre part.

Ces informations permettent de remplir la check-list ci-jointe.

Les dispositions légales pertinentes figurent dans les encadrés.

Pour uniformiser l'interprétation, le manuel explicite le contenu de ces dispositions dans un petit commentaire en italique.

Contexte / demande d'autorisation

Les entreprises de transport qui souhaitent transporter des animaux à l'étranger soumettent une demande au service vétérinaire cantonal compétent.

Délivrance des autorisations

En se basant sur les dispositions légales pertinentes, le service vétérinaire cantonal examine la demande à l'aide d'une check-list, en différenciant les exigences applicables à l'entreprise de transport, aux conducteurs / convoyeurs et aux véhicules, et il délivre les autorisations si les conditions sont remplies.

Bases légales suisses

Loi sur la protection des animaux (LPA ; RS 455)

du 16 décembre 2005 (état le 1^{er} mai 2017)

Art. 15a Transports internationaux d'animaux

¹ Le transport international d'animaux à titre professionnel est soumis à autorisation.

Commentaire :

*Le facteur décisif pour la définition du caractère professionnel du transport d'animaux est l'**INTENTION** qui y est associée.*

Le transport d'animaux est considéré comme professionnel s'il est effectué par une entreprise de commerce de bétail ou par une entreprise de transport de bétail. Le transport d'animaux par des particuliers est considéré comme professionnel s'il est effectué pour des tiers et dans l'intention de recevoir une indemnité ou une contrepartie pour le transport.

Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn ; RS 455.1)

du 23 avril 2008 (état le 14 juillet 2020)

Art. 170 Autorisation

¹ Les entreprises qui transportent des animaux à titre professionnel, soit de la Suisse vers l'étranger soit de l'étranger en Suisse, doivent être titulaires d'une autorisation cantonale.

² L'autorisation est délivrée uniquement si l'entreprise établit qu'elle remplit les exigences en termes d'équipement technique des moyens de transport et de formation des collaborateurs.

³ L'autorisation est valable cinq ans au maximum.

⁵ Une copie de l'autorisation doit accompagner chaque lot d'animaux.

Commentaire :

Toute entreprise qui effectue des transports transfrontaliers doit également tenir compte de la législation étrangère pertinente. Dans l'UE, il s'agit en particulier du règlement CE 1/2005 relatif à la protection des animaux pendant le transport. Il incombe au conducteur, c'est-à-dire à l'entreprise de transport (appelée « transporteur » dans l'UE), de respecter les prescriptions. Il est donc recommandé de se renseigner avant le transport sur les exigences applicables, en s'adressant aux autorités étrangères concernées.

Champ d'application du règlement européen

RÈGLEMENT (CE) N° 1/2005 DU CONSEIL du 22 décembre 2004

relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes

Art 1 **Champ d'application**

(1) Le présent règlement s'applique au transport d'animaux vertébrés vivants à l'intérieur de la Communauté, y compris les contrôles spécifiques des lots entrant sur le territoire douanier de la Communauté ou quittant celui-ci auxquels doivent procéder les fonctionnaires compétents.

Commentaire :

Le règlement s'applique aussitôt qu'un transport d'animaux se situe dans un pays de l'UE.

Art. 1 **Exceptions**

(5) Le présent règlement ne s'applique pas au transport d'animaux **qui n'est pas effectué dans le cadre d'une activité économique** ni au transport direct d'animaux à destination ou **en provenance de cabinets ou de cliniques vétérinaires** qui a lieu sur avis d'un vétérinaire

Commentaire :

L'expression « qui n'est pas effectué dans le cadre d'une activité économique » est interprétée très diversement selon les différents pays de l'UE. Pour certains d'entre eux, il y a déjà activité économique si, par exemple, un athlète équestre participe à un tournoi, c'est-à-dire vise à obtenir un prix, que ce soit sous forme de don ou d'argent.

Considérants : fins commerciales

(12) Le transport **à des fins commerciales** ne se limite pas aux transports qui impliquent un échange immédiat d'argent, de biens ou de services. **Le transport à des fins commerciales inclut notamment les transports qui induisent ou visent à produire directement ou indirectement un profit.**

Commentaire :

La sollicitation directe ou indirecte d'un prix ou d'un cadeau est déjà considérée comme une activité « professionnelle » ou « effectuée dans le cadre d'une activité économique ».

Art 2 **Définitions**

Aux fins du présent règlement, on entend par :

f) « autorité compétente » : l'autorité centrale d'un État membre compétente pour effectuer des contrôles du bien-être des animaux ou toute autorité à laquelle ladite autorité centrale a délégué cette compétence :

Commentaire :

En droit suisse, l'autorité compétente est, s'agissant des conducteurs / convoyeurs, le service vétérinaire cantonal de leur canton de résidence, ou, pour l'autorisation en tant que transporteur, le canton d'immatriculation des véhicules, ou encore, pour l'évaluation et la confirmation de l'état de santé des animaux, le canton de leur exploitation de provenance.

Art 2 Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par :

j) « voyage » : l'ensemble de l'opération de transport, depuis le lieu de départ jusqu'au lieu de destination, y compris le déchargement, l'hébergement et le chargement aux points intermédiaires du voyage ;

Commentaire :

Par « voyage », on entend une durée de transport maximale de 8 heures.

Art 2 Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par :

m) « voyage de longue durée » : un voyage dépassant huit heures à compter du moment où le premier animal du lot est déplacé ;

Commentaire :

Par « voyage de longue durée », on entend une durée d'un transport dépassant la durée de transport maximale de 8 heures, autrement dit un transport d'animaux soumis aux exigences de type 2.

Art 2 Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par :

n) « moyens de transport » : les véhicules routiers ou ferroviaires, les navires et les aéronefs utilisés pour le transport d'animaux ;

Commentaire :

Par « moyen de transport », on entend une unité de transport.

Art 10 Exigences concernant l'autorisation par les autorités

- (1) L'autorité compétente délivre des autorisations aux transporteurs pour autant :
- b) que les demandeurs aient démontré qu'ils disposaient **d'un personnel, d'équipements et de procédures opérationnelles suffisants** et appropriés pour pouvoir se conformer au présent règlement, y compris, le cas échéant, des guides de bonnes pratiques ;

Commentaire :

L'entreprise de transport (en règle générale, le détenteur du véhicule), doit aussi communiquer le nom du conducteur / du convoyeur au service vétérinaire compétent.

Art 10 Délivrance des autorisations par les autorités

- (2) L'autorité compétente délivre les **autorisations** prévues au paragraphe 1 conformément au modèle figurant à l'annexe III, chapitre I. Ces autorisations sont valables **au maximum** cinq ans à compter de la date de délivrance et ne sont pas valables pour les voyages de longue durée.

Commentaire :

L'autorisation en tant qu'entreprise de transport doit être limitée à 5 ans au maximum. L'autorisation doit être rédigée dans la langue officielle et en anglais.

(Voir exemple à la page 15)

Art 6 Formation des conducteurs / des convoyeurs

(4) Les transporteurs confient la manipulation des animaux à du **personnel** ayant suivi **une formation** relative aux dispositions pertinentes des annexes I et II.

Commentaire :

Les conducteurs / convoyeurs doivent être formés aux techniques de transport, à la prise en charge et à l'alimentation des animaux, aux conditions en termes d'espace, et aux prescriptions générales pour les moyens de transport (annexe I). Ils doivent en outre connaître les exigences liées à la planification du transport (annexe II).

Art 6 Formation des conducteurs / des convoyeurs

(5) Seules sont habilitées à conduire ou à convoier un véhicule routier transportant des équidés domestiques, des animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et porcine ou des volailles les personnes détentrices d'un certificat d'aptitude ou de compétence professionnelle.

Commentaire :

Le certificat d'aptitude ou de compétence au sens de la législation européenne correspond à un certificat de formation. En règle générale, un cours tel que celui proposé par le Syndicat suisse des marchands de bétail (SSMB) est suffisant à cet effet. Dans tous les cas, il faut se renseigner sur la réglementation applicable auprès des autorités du lieu de destination à l'étranger, notamment sur la forme requise du certificat de formation, et s'y conformer. Si un conducteur / convoyeur est titulaire d'un certificat de formation obtenu à l'étranger, il doit suivre un cours reconnu en Suisse, tel que celui proposé par le SSMB.

Art 17 Formation des conducteurs / des convoyeurs

(1) Aux fins de l'article 6, paragraphe 4, ... **le personnel** des transporteurs... a accès à des **cours de formation**.

Commentaire :

Si le transport international, transfrontalier et professionnel d'animaux est effectué par une entreprise de transport suisse, le conducteur / le convoyeur doit respecter les exigences de la législation suisse sur la protection des animaux et se soumettre aux prescriptions suisses concernant le certificat, par ex. la durée de validité maximale de trois ans de celui-ci.

Les conducteurs de transport de chevaux sont exemptés de cette exigence, à condition qu'ils n'aient pas l'intention de recevoir une indemnité ou une contrepartie pour l'activité de transport en Suisse.

Art 17 Certificat d'aptitude ou de compétence professionnelle

Le certificat d'aptitude professionnelle **des conducteurs et des convoyeurs** de véhicules routiers transportant des équidés domestiques, ou des animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et porcine ou des volailles, tel qu'il est visé à l'article 6, paragraphe 5, est accordé conformément à l'annexe IV. Le certificat d'aptitude professionnelle est établi dans la ou les langues officielles de l'État membre de délivrance et en anglais lorsque le conducteur ou le convoyeur est susceptible d'exercer ses activités dans un autre État membre. Le certificat d'aptitude professionnelle est délivré par l'autorité compétente ou l'organisme désigné à cette fin par les États membres et conformément au modèle figurant à l'annexe III, chapitre III. Le champ d'application dudit certificat d'aptitude professionnelle peut être limité à une espèce spécifique ou à un groupe d'espèces.

Commentaire :

Le certificat d'aptitude ou de compétence peut être délivré si le requérant est titulaire d'une attestation de cours délivrée par un prestataire de cours reconnu en Suisse, tel que le SSMB. Le certificat doit

être limité à une durée maximale de cinq ans et doit être rédigé dans la langue officielle et en anglais.
(Voir exemple à la page 15)

Art 12 Autorisation ; entreprises de transport

(2) L'autorité compétente délivre les autorisations prévues au paragraphe 1 conformément au modèle figurant à l'annexe III, chapitre I. Ces autorisations sont valables au maximum cinq ans à compter de la date de délivrance et ne sont pas valables pour les voyages de longue durée.

Commentaire :

L'autorisation en tant qu'entreprise de transport peut être accordée si les exigences du droit suisse (voir Aide à l'exécution ASVC : le transport d'animaux) sont remplies et si les équipements supplémentaires prescrits par le règlement UE sont disponibles. L'autorisation doit être limitée à une période maximale de cinq ans et doit être rédigée dans la langue officielle et en anglais. Le numéro d'autorisation se compose, par exemple, comme suit : CH-SG-TRS-000 (CH = Suisse)-(SG = abréviation cantonale)-(TRS = transport de type 1 jusqu'à 8 heures max.)-(numéro d'ordre à trois chiffres du service vétérinaire). (Voir exemple à la page 15)

Art 13 Autorisation ; entreprises de transport de longue durée

(2) **L'autorité compétente** délivre chaque autorisation visée à l'article 10, paragraphe 1, ou pour les voyages de longue durée, à l'article 11, paragraphe 1, avec un numéro unique dans l'État membre. L'autorisation est rédigée dans la ou les **langues officielles** de l'État membre de délivrance **et en anglais** lorsque le transporteur est susceptible d'exercer ses activités dans un autre État membre.

Commentaire :

*L'autorisation en tant qu'entreprise de transport pour les voyages de longue durée peut être accordée si les exigences du droit suisse (voir Aide à l'exécution ASVC : le transport d'animaux) sont remplies et si les équipements supplémentaires prescrits par le règlement UE sont disponibles. Les équipements supplémentaires sont décrits et expliqués en détail à la **page 10 ss**. L'autorisation doit être limitée à une période maximale de cinq ans et être rédigée dans la langue officielle et en anglais. Le numéro d'autorisation se compose, par exemple, comme suit : CH-SG-TRL-000 (CH = Suisse)-(SG = abréviation cantonale)-(TRL = transport de type 2, plus de 8 heures)-(numéro d'ordre à trois chiffres du service vétérinaire). (Voir exemple à la page 15)*

Art 18 Certificat d'agrément ; moyens de transport par route

(2) L'autorité compétente ou l'organisme désigné par l'État membre délivre chaque certificat avec un numéro unique dans l'État membre et conformément au modèle figurant à l'annexe III, chapitre IV. Le certificat est établi dans la ou les langues officielles de l'État membre de délivrance et en anglais. Les certificats sont valables pendant une période maximale de cinq ans à compter de la date de délivrance et cessent d'être valables dès que les moyens de transport sont modifiés ou réaménagés d'une manière qui porte atteinte au bien-être des animaux.

Commentaire :

*L'autorisation en tant que véhicule de transport routier concerne **un véhicule individuel** qui répond aux exigences de type 1 ou de type 2. Le véhicule peut être approuvé **pour certains types d'animaux**. En principe, il faut **enregistrer en m²** la surface disponible ; dans le cas des chevaux, on peut aussi enregistrer **le nombre de stalles**. L'autorisation en tant qu'entreprise de transport peut être accordée si les exigences du droit suisse (voir Aide à l'exécution ASVC : le transport d'animaux) sont remplies et si les équipements supplémentaires prescrits par le règlement UE sont disponibles. L'autorisation doit être limitée à une période maximale de cinq ans et être rédigée dans la langue officielle et en anglais. (Voir exemple à la page 15)*

Considérants Dérogation pour la participation à des concours, etc.

Les équidés enregistrés, tels que définis à l'article 2, point e), du **RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2015/262** de la COMMISSION du 17 février 2015 établissant des règles conformément aux directives du Conseil 90/427/CEE et 2009/156/CE en ce qui concerne les méthodes d'identification des équidés (règlement sur le passeport équin) la directive 90/426/CEE sont fréquemment transportés pour des raisons non commerciales et ces transports doivent être effectués conformément avec les objectifs généraux du présent règlement. Compte tenu de la nature de tels déplacements, il convient de **déroger** de certaines dispositions concernant le **transport d'équidés enregistrés à des fins de compétitions, de courses, de manifestations culturelles ou d'élevage**.

Commentaire :

Cette dérogation s'applique, par exemple, au transport de chevaux par des personnes participant à des compétitions récréatives.

*Les transports de chevaux effectués par ou pour des cavaliers pour lesquels un revenu ou un revenu partiel est généré ou recherché par la participation à l'événement sont considérés comme faisant partie d'une activité économique et ne sont pas déliés du respect des exigences susmentionnées. Autrement dit les exigences applicables aux conducteurs et aux véhicules, que ce soit pour les voyages de courte durée jusqu'à 8 heures (type 1) ou pour les voyages de longue durée de plus de 8 heures (type 2), doivent être remplies. Concernant l'autorisation de type 2, les exigences pour les **équidés enregistrés*** diffèrent légèrement des dispositions supplémentaires. (Voir page 11)*

Définition : on entend par « équidés enregistrés », les équidés qui sont :

- i) inscrits ou enregistrés et susceptibles d'être inscrits dans un livre généalogique, conformément aux règles fixées en application de l'article 4, paragraphe 2, point b), de la directive 90/427/CEE et identifiés au moyen d'un document d'identification tel que prévu à l'article 8, paragraphe 1, de cette directive; ou
- ii) Des équidés enregistrés auprès d'une association ou d'une organisation internationale gérant des chevaux en vue de la compétition ou des courses et identifiés au moyen d'un document d'identification délivré par la représentation nationale de cette association ou organisation

Données concernant le véhicule de transport

L'exigence de base est que le véhicule doit être approprié pour le transport des animaux selon les exigences du droit suisse sur la protection des animaux, des épizooties et de la législation sur la circulation routière. Toutes les exigences sont énumérées et expliquées dans le document « Aide à l'exécution ASVC : le transport d'animaux ».

ATTENTION ! La mention « transport d'animaux » dans le document d'immatriculation du véhicule sous la rubrique « type de véhicule » ou « carrosserie » ne confirme pas que cette unité de transport est adaptée au transport d'animaux conformément à la base légale susmentionnée ou qu'elle a été inspectée par une autorité de contrôle.

Évaluation de l'unité de transport selon la loi suisse !

Vérifiez les véhicules à l'aide de la check-list ci-jointe. Si toutes les exigences de la législation suisse sont remplies, par exemple selon le document « ASVC – Transport d'animaux : aide à l'exécution », il faut encore vérifier les points suivants du règlement UE 01/2005.

Dispositions supplémentaires pour les véhicules de transport d'animaux selon la législation européenne applicables aux transports courts jusqu'à 8 heures (type 1)

Annexe I / chapitre II

Art. 1 Protection contre les intempéries

1.1. b) protéger les animaux contre les intempéries, les températures extrêmes et les variations météorologiques défavorables ;

Commentaire :

Les véhicules devraient être couverts si nécessaire. Les moyens pour protéger les animaux contre les intempéries, par ex. la couleur et l'isolation, ne font pas partie des prescriptions.

Art. 1 Inscription sur le véhicule

2.1 Les véhicules dans lesquels les animaux sont transportés doivent être marqués clairement et de manière visible afin d'indiquer la présence d'animaux vivants.

Commentaire :

Contrairement à la réglementation applicable aux véhicules de transport d'animaux en Suisse, tous les véhicules de transport d'animaux dans l'UE doivent être munis d'une inscription. Outre la mention « Animaux vivants », d'autres mentions appropriées telles que « Transports d'animaux », « Transports de bétail », « Transports de chevaux » et « Chevaux de sport », etc. sont également acceptées.

Chargement et déchargement

2.2. Les véhicules doivent transporter un équipement approprié pour le chargement et de déchargement

Commentaire :

En Suisse, si le lieu d'expédition et le lieu de destination disposent d'installations conformes pour charger et décharger correctement les animaux, il n'est pas obligatoire d'emporter les rampes dans le véhicule.

En vertu du règlement européen 01/2005, les rampes doivent être transportées dans le moyen de transport.

Annexe I / chapitre III

Art. 1 Pente des rampes

1.4. a) La **pente** des rampes ne doit pas être supérieure à **20°**, c'est-à-dire **36,4 %** par rapport à l'horizontale, pour les porcins, les veaux et les chevaux et à 26° 34', c'est-à-dire 50 % par rapport à l'horizontale, pour les ovins et les bovins autres que les veaux. Lorsque leur pente est supérieure à 10°, c'est-à-dire 17,6 % par rapport à l'horizontale, les rampes doivent être pourvues d'un système, tel que des **lattes transversales**, qui permette aux animaux de grimper ou de descendre sans danger ou difficulté.

Commentaire :

Si la pente de la rampe est légèrement trop forte, il est possible de la réduire en plaçant, par exemple, des bois entre le sol et la rampe. Mais ces supports ne doivent pas avoir une hauteur telle que les animaux puissent se blesser en entrant ou en sortant du véhicule.

Art. 2 Hauteur intérieure des compartiments

2.3. Les équidés ne doivent être transportés dans des véhicules à plusieurs ponts que si les animaux sont chargés sur le pont inférieur et qu'aucun animal n'est chargé sur le pont supérieur. La hauteur interne minimale des compartiments doit dépasser d'au moins 75 cm la hauteur au garrot de l'animal le plus grand.

Commentaire :

La hauteur minimale des compartiments, calculée en ajoutant 75 cm à la hauteur au garrot de l'animal le plus grand, ne concerne que les véhicules à plusieurs ponts pour le transport des équidés. En principe, la hauteur intérieure est respectée lorsque les animaux peuvent se tenir debout dans leur position naturelle.

(L'ordonnance suisse sur la protection des animaux définit les dimensions minimales à l'annexe 4. Pour les équidés, il s'agit de la hauteur au garrot +40 cm)

Dispositions supplémentaires pour les unités de transport d'animaux selon la législation européenne pour les transports de longue durée (type 2)

Annexe I / chapitre VI

Art. 1 Toit

1.1. Le moyen de transport doit être équipé d'un toit de **couleur claire** et est **isolé** de manière adéquate

Commentaire :

Pour les voyages de longue durée, le toit doit être de couleur claire et isolé. Il n'existe aucune réglementation concernant le type et l'étendue de l'isolation. À titre indicatif, il est recommandé d'opter pour une toiture constituée de plusieurs couches, par exemple des panneaux sandwichs.

Aliments

1.2. De la nourriture adaptée doit être prévue dans le moyen de transport en quantité suffisante pour satisfaire les besoins alimentaires des animaux transportés durant le voyage. Les aliments doivent être protégés des intempéries et des contaminants tels que la poussière, le carburant, les gaz d'échappement, les urines des animaux et le fumier.

Commentaire :

La nourriture, par exemple le foin, doit être transportée dans le moyen de transport, en qualité et en quantité appropriées aux animaux. Sur demande, elle doit pouvoir être montrée aux autorités de contrôle.

Art 1 Séparations pour les équidés

1.6. Les équidés, à l'exception des juments voyageant avec leurs poulains, doivent être transportés dans des stalles individuelles

Commentaire :

La législation suisse laisse ce point en suspens. Selon le règlement de l'UE, les équidés doivent être transportés séparément les uns des autres.

Art 1 Séparations

1.7. Les équidés, à l'exception des juments voyageant avec leurs poulains, doivent être transportés dans des stalles individuelles

Commentaire :

Les séparations requises, transportées dans le véhicule, doivent pouvoir être réglées individuellement en fonction des animaux.

Approvisionnement en eau

Art 2 Systèmes d'approvisionnement d'eau

2.1. Le moyen de transport et les conteneurs maritimes sont équipés d'un système d'approvisionnement en eau qui permet au convoyeur de fournir instantanément de l'eau, à chaque fois que nécessaire lors du voyage, afin que chaque animal puisse s'abreuver.

Commentaire :

Chaque animal doit pouvoir boire de l'eau sans restriction pendant toute la durée du transport. Lors du transport d'équidés enregistrés, il suffit de transporter suffisamment d'eau dans le véhicule. (Voir aussi le point 2.3).

Art 2 Équipements de distribution d'eau

2.2. Les équipements de distribution d'eau doivent être en bon état de fonctionnement et être conçus et placés de manière adaptée aux catégories d'animaux qui doivent être abreuvés à bord du véhicule.

Commentaire :

Les équipements de distribution d'eau doivent être placés de manière à ce que les animaux puissent absorber de l'eau en quantité physiologique et d'une manière adaptée à leur espèce.

Type d'abreuvoirs :

- *Pour les bovins, les ovins, les caprins et les chevaux, seuls les abreuvoirs offrant une surface d'eau libre visible conviennent.*
- *Les porcs doivent être capables d'entourer de leur bouche la tétine des abreuvoirs à tétine de n'importe quel modèle, de manière à ce que l'eau arrive directement dans la cavité buccale.*

Exceptions pour les équidés enregistrés (voir art 21, page 7)

- *Pour les transports de longue durée d'équidés enregistrés, l'approvisionnement en eau est simplifié conformément aux dernières explications du règlement de l'UE 01/2005. Au lieu des dispositifs d'abreuvement susmentionnés, il est possible de transporter une réserve d'eau suffisante dans un seau pour chaque cheval.*

Art 2 Citernes d'eau

2.3. La capacité totale des citernes d'eau doit être au moins égale à 1,5 % de la charge utile maximale de chaque moyen de transport. Les citernes d'eau doivent être conçues de manière à pouvoir être drainées et nettoyées après chaque voyage et être équipées d'un système permettant de vérifier le niveau d'eau. Elles doivent être reliées à des dispositifs d'abreuvement situés à l'intérieur des compartiments et être maintenues en bon état de fonctionnement

Commentaire :

La charge utile maximale du véhicule figure dans le permis de conduire sous « charge utile ».

Ventilation

Art 3 Système de ventilation

3.1. Les systèmes de ventilation dans les moyens de transport par route doivent être conçus, construits et entretenus de telle manière qu'à tout moment du voyage, que le moyen de transport soit à l'arrêt ou en mouvement, ils soient en mesure de maintenir la température dans une fourchette de 5° C à 30° C à l'intérieur du moyen de transport, pour tous les

animaux, avec une tolérance de plus ou moins 5° C, en fonction de la température extérieure.

Commentaire :

Il s'agit en principe d'une « installation de climatisation ». En cas de transport d'équidés enregistrés, un système de ventilation naturel, individuel, remplit ces exigences.

Art 3 Système de ventilation

3.2. Le système de ventilation doit pouvoir assurer une bonne répartition grâce à un flux d'air minimal d'une capacité nominale de 60 m³/h/KN de charge utile. Il doit pouvoir fonctionner pendant au moins quatre heures, indépendamment du moteur du véhicule.

Commentaire :

Les ventilateurs actifs, alimentés par une batterie appropriée lorsque le moteur est arrêté, doivent garantir la circulation d'air requise. Pour le transport des équidés enregistrés, un système de ventilation naturel, individuel, remplit ces exigences.

Art 3 Contrôle de la température

3.3. Les moyens de transport par route doivent être équipés d'un système de contrôle de la température, ainsi que d'un dispositif d'enregistrement de ces données. Des capteurs doivent être placés dans les parties du camion qui, en fonction de ses caractéristiques, sont susceptibles d'être exposées aux pires conditions climatiques. Les données de température ainsi enregistrées sont datées et mises à la disposition de l'autorité compétente, à sa demande.

Commentaire :

Les températures doivent pouvoir être saisies électroniquement grâce à un nombre suffisant de capteurs et enregistrées ou imprimées à la demande des organes de contrôle. Lors du transport d'équidés enregistrés, l'enregistrement des températures n'est pas exigé.

Art 3 Système d'alerte

3.4. Les moyens de transport par route doivent être équipés d'un système d'alerte destiné à avertir le conducteur lorsque la température dans les compartiments où se trouvent des animaux atteint la limite maximale ou minimale.

Commentaire :

Le système d'alerte doit être en place. Par analogie aux exigences susmentionnées, il est possible de se passer d'un système d'alerte lors du transport d'équidés enregistrés.

Art 3 Système d'alerte

3.5. Les moyens de transport par route doivent être équipés d'un système d'alerte destiné à avertir le conducteur lorsque la température dans les compartiments où se trouvent des animaux atteint la limite maximale ou minimale.

Commentaire :

Le système d'alerte doit être audible à tout moment. Conformément aux exigences ci-dessus, il est possible de se passer d'un système d'alerte lors du transport d'équidés enregistrés.

Système de navigation

Art 4 Système de navigation

4.1. Les moyens de transport par route doivent être équipés, à partir du 1^{er} janvier 2007 pour les moyens de transport en service pour la première fois et **à partir du 1^{er} janvier 2009 pour tous les moyens de transport**, du système de navigation approprié permettant d'enregistrer et de transmettre à l'autorité compétente, à sa demande, des informations en matière de positionnement. Ce système fournira des informations équivalentes à celles mentionnées dans le carnet de route visé à l'annexe II, section 4, ainsi que des informations relatives à l'ouverture et à la fermeture du volet de chargement.

Commentaire :

Le système de navigation ne correspond pas au planificateur d'itinéraire ! Les mêmes informations que dans le carnet de transport, telles que l'itinéraire, le parcours de transport, les pauses, etc. doivent être reprises de cet enregistrement. En outre, les informations relatives à l'ouverture et à la fermeture de toutes les portes et trappes de l'unité de transport doivent être enregistrées. Pour le transport des équidés enregistrés, le système de navigation susmentionné n'est pas requis.

Chapitre II, art. 6

Art 6 Conservation des données enregistrées

(9) Les transporteurs qui transportent des équidés domestiques, à l'exception des équidés enregistrés, et des animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et porcine pendant des voyages de longue durée par route utilisent un système de navigation tel que visé à l'annexe I, chapitre VI, point 4.2, à compter du 1^{er} janvier 2007 pour les moyens de transport par route en service pour la première fois et à compter du 1^{er} janvier 2009 pour tous les moyens de transport par route. Ils conservent les données obtenues par ce système de navigation pendant **au moins trois ans** et les mettent à la disposition de l'autorité compétente qui en fait la demande, en particulier lorsque les contrôles visés à l'article 15, paragraphe 4, sont effectués.

Commentaire :

Les données requises peuvent être conservées numériquement. En cas de transport d'équidés enregistrés, la conservation des enregistrements n'est pas exigée.

Carnet de route

Annexe II Carnet de route

(1) Toute personne prévoyant un voyage doit préparer, cacheter et signer toutes les pages du carnet de route conformément aux dispositions de la présente annexe.

Commentaire :

Les données requises doivent figurer dans le carnet de route et doivent pouvoir être présentées aux organes de contrôle sur demande.

Annexe II Sections du carnet de route

(2) Le carnet de route doit comporter les sections suivantes :

- Section 1 — Planification ;
- Section 2 — Lieu de départ ;
- Section 3 — Lieu de destination ;
- Section 4 — Déclaration du transporteur ;
- Section 5 — Modèle de rapport d'anomalies.

Les pages du carnet de route doivent être attachées.

Chapitre VII Densités de chargement

Véhicules de transport routier **des équidés**

Chevaux adultes	1,75 m ² (0,7 × 2,5 m)
Jeunes chevaux (6-24 mois) (pour des voyages jusqu'à 48 heures)	1,2 m ² (0,6 × 2,0 m)
Jeunes chevaux (6-24 mois) (pour des voyages de plus de 48 heures)	2,4 m ² (1,2 × 2,0 m)
Poneys (moins de 144 cm)	1 m ² (0,6 × 1,8 m)
Poulains (0-6 mois)	1,4 m ² (1,0 × 1,4 m)

Véhicules de transport routier **des bovins**

Catégorie	Poids approximatif en kg	Surface en m ² / animal
Veaux d'élevage	55	0,30 – 0,40
Veaux moyens	110	0,40 – 0,70
Veaux lourds	200	0,70 – 0,95
Bovins moyens	325	0,95 – 1,30
Gros bovins	550	1,30 – 1,60
Très gros bovins	> 700	> 1,60

Véhicule de transport routier pour **moutons**

Catégorie	Poids en kg	Surface en m ² / animal
Moutons tondus et agneaux à partir de 26 kg	< 55	0,20 – 0,30
	> 55	> 0,30
Moutons non tondus	< 55	0,30 – 0,40
	> 55	> 0,40
Brebis en état de gestation avancée	< 55	0,40 – 0,50
	> 55	> 0,50

Véhicules de transport routier pour **chèvres**

Catégorie	Poids en kg	Surface en m ² / animal
Chèvres	< 35	0,20 - 0,30
	35 - 55	0,30 – 0,40
Chèvres en état de gestation avancée	< 55	0,40 – 0,50
	> 55	> 0,50

Véhicules de transport routier pour **porcs**

Catégorie	Poids en kg	Poids par m ²
Porcs	--	235 kg

Véhicules de transport routier pour **volailles**

Catégorie (poids en kg)	Poids en kg	Surface en cm ² / kg
poussins d'un jour	--	21 – 25 poussins
< 1,60	--	180 - 200
1.60 à < 3.00	--	160

3,00 à < 5,00	--	115
> 5,00	--	105

Certificat d'aptitude professionnelle pour les conducteurs et les convoyeurs conformément à l'article 17, paragraphe 2

1. IDENTIFICATION DU CONDUCTEUR/CONVOYEUR ()		
1.1 Nom		
1.2. Prénoms		
1.3. Date de naissance	1.4. Lieu et pays de naissance	1.5. Nationalité
2. N° DU CERTIFICAT		
2.1. La présente autorisation est valable jusqu'au		
3. ORGANISME DÉLIVRANT LE CERTIFICAT		
3.1. Nom et adresse de l'organisme délivrant le certificat		
3.2. Téléphone	3.3. Télécopie	3.4. Adresse électronique
3.5. Date	3.6. Lieu	3.7. Cachet
3.8. Nom et signature		

() Biffer les mentions inutiles

Autorisation du transporteur conformément à l'article 10, paragraphe 1

1. N° D'AUTORISATION DU TRANSPORTEUR		
2. IDENTIFICATION DU TRANSPORTEUR		
2.1. Raison sociale		
2.2. Adresse		
2.3. Ville	2.4. Code postal	2.5. État membre
2.6. Téléphone	2.7. Télécopie	2.8. Adresse électronique
3. AUTORISATION LIMITÉE À CERTAINS		
Types d'animaux <input type="checkbox"/> Modes de transport <input type="checkbox"/>		
Veuillez préciser ici:		
Date d'expiration:.....		
4. AUTORITÉ DÉLIVRANT L'AUTORISATION		
4.1. Nom et adresse de l'autorité		
4.2. Téléphone	4.3. Télécopie	4.4. Adresse électronique
4.5. Date	4.6. Lieu	4.7. Cachet officiel
4.8. Nom et signature du fonctionnaire		

Autorisation du transporteur conformément à l'article 11, paragraphe 1

1. N° D'AUTORISATION DU TRANSPORTEUR		
2. IDENTIFICATION DU TRANSPORTEUR		
2.1. Raison sociale		
2.2. Adresse		
2.3. Ville	2.4. Code postal	2.5. État membre
2.6. Téléphone	2.7. Télécopie	2.8. Adresse électronique
3. CHAMP D'APPLICATION DE L'AUTORISATION limitée à certains		
Types d'animaux <input type="checkbox"/> Modes de transport <input type="checkbox"/>		
Veuillez préciser ici:		
Date d'expiration:.....		
4. AUTORITÉ DÉLIVRANT L'AUTORISATION		
4.1. Nom et adresse de l'autorité		
4.2. Téléphone	4.3. Télécopie	4.4. Adresse électronique
4.5. Date	4.6. Lieu	4.7. Cachet officiel
4.8. Nom et signature du fonctionnaire		

Certificat d'agrément de moyens de transport par route pour des voyages de longue durée conformément à l'article 18, paragraphe 2

1. N° D'IMMATRICULATION		
1.2. Équipé d'un système de navigation: OUI NON		
2. Types d'animaux pouvant être transportés		
3. SURFACE EN M²/PONT		
4. La présente autorisation est valable jusqu'au		
5. ORGANISME DÉLIVRANT LE CERTIFICAT		
5.1. Nom et adresse de l'organisme délivrant le certificat		
5.2. Téléphone	5.3. Télécopie	5.4. Adresse électronique
5.5. Date	5.6. Lieu	5.7. Cachet
5.8. Nom et signature		

(Le modèle a été repris de l'Office pour la protection des consommateurs et des affaires vétérinaires du canton de Saint-Gall, Département de la santé et des affaires vétérinaires).
Juin 2021.